



Répondre à l'urgence du Covid-19 : 20 propositions des écologistes de Paris

La situation exceptionnelle que nous vivons actuellement avec la crise sanitaire du Covid-19 illustre de manière dramatique les fragilités et la dangerosité du modèle de surconsommation et de surproduction qui est le nôtre depuis des décennies. Ce modèle, porté et amplifié par des politiques ultra-libérales, qui ont eu pour conséquences d'accroître les inégalités et de déliter nos services publics, doit changer. Nous devons tout réinventer et en particulier repenser et réimaginer les métropoles dont on voit ici qu'elles subissent autant qu'elles accentuent la propagation du virus. *"Depuis des décennies, les écologistes alertent sur la nécessité de penser un nouveau modèle économique et social. Aujourd'hui, la crise sanitaire liée à la propagation rapide et massive du Covid-19 nous oblige à repenser intégralement la résilience de notre ville et à imaginer de nouvelles propositions pour agir efficacement"* souligne Fatoumata Koné, vice-présidente du Groupe Écologiste de Paris.

Cette ville résiliente, c'est une ville moins dense, plus sobre, plus égalitaire et plus démocratique. C'est particulièrement criant dans la situation actuelle. *"Dans ce contexte d'exception de gestion de crise, la protection des personnes et la solidarité entre les Parisiennes et les Parisiens doit être notre boussole commune,* poursuit David Belliard. *C'est le sens des propositions que nous formulons aujourd'hui, en complément des mesures déjà mises en place par la ville."*

Aujourd'hui, notre énergie est tournée vers la gestion de la crise et une sortie du confinement qui non seulement évitent la casse sociale et environnementale, mais qui contribuent aussi à dessiner l'horizon d'une autre ville, qu'il sera alors temps de bâtir. C'est l'objet de ces 20 premières propositions pour Paris, qui viennent compléter les dispositifs existants pris au niveau de la municipalité.

Répondre à l'urgence du Covid-19 : 20 propositions des écologistes de Paris

Reprendre la main

Les politiques menées jusqu'ici nous ont délestés de matériels de première nécessité. Les logiques du zéro stock et du flux tendu, l'externalisation des sites de production à des milliers de kilomètres constituent autant de fragilités et contribuent à rendre notre ville très vulnérable face aux pandémies. Relocaliser la production de matériel de première nécessité, pouvoir disposer des bâtiments vides existants, disposer de matériel sanitaire en masse pour faire face aux besoins de la population quant au testing... De la même manière, nous manquons aujourd'hui de lieux pour loger et héberger les plus fragiles et devons donc les développer. Notre objectif : reprendre la main et nous donner ou redonner les capacités à agir.

Mieux gérer et anticiper les crises sanitaires : faciliter notre accès au matériel de première nécessité dans l'urgence et se donner les moyens de leur production

1/ Acquisition de tests au Covid19 pour permettre de tester, à terme, l'intégralité de la population parisienne, en commençant par les populations les plus vulnérables et les plus fragiles, à l'image des décisions prises par la municipalité de tester les résident.e.s en Ehpad ;

2/ Distribution de matériel de protection sanitaire (masques et gel hydroalcoolique) à toutes les personnes en contact direct avec la population (employé.e.s de la distribution, pharmacien.ne.s, agent.e.s d'entretien) ;

3/ Recensement et incitation de toutes les entreprises présentes sur le sol parisien à produire les matériels de protection et sanitaires en pénurie ;

4/ Lancement d'une politique de relocalisation de la production de matériels médicaux prioritaires en repensant dans cette logique la commande publique, les appels d'offres et les achats de l'AP-HP notamment ;

Reprendre la main sur les bâtiments vides pour gérer les besoins d'hébergement d'urgence et de logement

5/ Plan de mobilisation d'urgence des bâtiments vides de la ville, de la Région et de l'Etat et réquisition des chambres d'hôtel pour héberger les publics en situation d'urgence ;

Se projeter dans le Paris post-crise, préparer l'économie durable de demain

6/ Préparation pour le prochain Conseil de Paris d'un document synthétique sur les répercussions financières de cette crise pour la Ville, à court et à moyen terme.

Agir pour celles et ceux qui nous sauvent

7/ Prise en charge à 100 % des déplacements des personnels des services d'aide à domicile, du secteur médico-social et des auxiliaires de vie ;

8/ Favoriser les plateformes d'entraide citoyenne qui permettent à celles et ceux disposant de logements ou de chambres d'en permettre le prêt à titre gracieux pour les personnels soignants et du secteur médico-social et leur éviter ainsi des temps de transport et leur permettre un temps de répit ;

9/ Accueil en priorité gratuit des enfants des professionnel.le.s du secteur médico-social, des pharmacies, du secteur alimentaire et des sociétés d'entretien ménager dans les crèches/écoles/collèges de la ville.

Protéger les plus faibles, garantir l'égalité

Parce que cette crise exacerbe les inégalités sociales et territoriales, nous proposons une série de mesures complémentaires aux dispositifs existants pour protéger les plus vulnérables, assurer une égalité de traitement, notamment via une alimentation de qualité à un prix abordable. Avec une mention spéciale pour les commerçant.e.s indépendant.e.s et les auto-entrepreneurs qui, dans une société ubérisée, ne bénéficient d'aucunes ou de peu de sécurité.

10/ Apport d'un soutien financier supplémentaire aux associations qui agissent auprès des personnes sans-abri, pour garantir le maintien des maraudes, permettre une distribution plus large de matériel de protection et accélérer les réorientations vers les centres d'accueil ;

11/ Suspension du loyer des ménages les plus précaires, en particulier dans le parc social ;

12/ Assurer un soutien spécifique, via une offre d'hébergements d'urgence (voir proposition 4) et un soutien financier spécifique aux associations dont c'est la mission, des publics les plus fragiles et en situation d'urgence, comme les jeunes isolé.e.s étranger.e.s et les usager.e.s de drogue, avec un accompagnement médico-social adapté ;

13/ Protéger les victimes de violences conjugales/familiales : mettre en place des mesures immédiates d'éloignement de leurs foyers des auteurs de violences, dans l'attente de décisions de justice et augmenter le nombre de logements mis à disposition pour héberger les victimes ;

14/ Régularisation des personnes sans-papiers pour leur garantir l'accès aux droits élémentaires, notamment en matière de prise en charge médicale ;

15/ Recensement, avec l'aide du rectorat, des familles en difficulté dans l'aide à l'apprentissage afin de leur apporter un soutien particulier : envoi des leçons et des devoirs en format papier pour lutter contre la fracture numérique, avec un accompagnement pédagogique téléphonique ou numérique pour favoriser la continuité pédagogique ;

16/ Soutien aux étudiant.e.s logé.e.s dans les CROUS en difficulté en leur proposant l'exonération du paiement de leurs loyers et en leur ouvrant l'accès à des bons alimentaires pour accéder à des produits frais et de qualité ;

17/ Dès que les capacités de la Ville le permettront, réouverture des marchés alimentaires en capacité de respecter les consignes sanitaires, la distanciation sociale et les gestes barrières de manière autonome ;

18/ Mise en place de bons alimentaires via la création d'un chèque fruits et légumes pour les familles et les jeunes aux revenus les plus modestes et pérennisation du dispositif après la crise ;

19/ Mise en place d'un plan massif d'aide à destination des auto-entrepreneurs, notamment des travailleurs de l'économie ubérisée ainsi que des associations et des petites et micro-entreprises touchées par l'arrêt de l'activité économique (ex. prise en charge partielle du loyer, accompagnement commercial, ...), avec un effort particulier pour le commerce indépendant et les activités d'utilité sociale et environnementale.

Face à la crise, préserver nos libertés publiques

20/ Création d'une commission spéciale composée de représentant.e.s de l'ensemble des sensibilités politiques pour évaluer l'intérêt des décisions prises pour lutter contre la propagation du virus au regard de la nécessaire préservation de nos libertés publiques.